



PRÉFET DE LA SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 19 JUIN 2024

Arrêté préfectoral n°ICPE-2024-040 portant mise en demeure

Installations Classées pour la Protection de l'environnement

Société EXCOFFIER RECYCLAGE
Commune de Saint-Alban-Leyse (73230)

Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

VU le Code de l'Environnement, en particulier son article L. 171-8 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

VU le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral SCPP n°22-2023 du 22 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 autorisant la société EXCOFFIER RECYCLAGE à exploiter, sur son site implanté sur la commune de Saint-Alban-Leyse, une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux ;

VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 19 avril 2024 établi suite à sa visite du 12 mars 2024, et transmis à l'exploitant par courrier du 6 mai 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 12 mars 2024, de l'installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux de la société EXCOFFIER RECYCLAGE implantée 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leyse, il a été constaté l'absence de dispositif de rétention complémentaire de 407 m³, destiné à confiner les eaux d'incendie dans leur intégralité, en contradiction avec les dispositions de l'article 6.7.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT l'absence de moyens de lutte suffisants contre l'incendie et notamment d'une réserve d'eau ou toute autre solution équivalente d'un volume complémentaire de 180 m³, en contradiction avec les dispositions de l'article 6.6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que les non-conformités précitées avec l'arrêté ministériel du 21 décembre 2022 peuvent constituer en cas d'incendie un risque pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans son installation de Saint-Alban-Leysse, les dispositions des articles 6.6.2.3 et 6.7.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 précité ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

la société EXCOFFIER RECYCLAGE (SIREN n°327020087), représentée par son Président, monsieur François EXCOFFIER, dont le siège social est situé, 70 route du Stade, 74350 Villy-le-Pelloux, exploitant un site de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et non dangereux situé 91 rue des Eglantiers, 73230 Saint-Alban-Leysse, est mise en demeure de réaliser les actions suivantes sous un délai de 3 mois :

- faire application de l'article 6.6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 précité, en faisant installer en faisant installer une réserve d'eau ou toute autre solution équivalente d'un volume complémentaire de 180 m³ ;
- faire application de l'article 6.7.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 précité, en faisant installer une rétention complémentaire d'un volume de 407 m³, afin de disposer d'une capacité totale requise de 630 m³. Ceci permettra de confiner intégralement les eaux d'extinction d'incendie sur le site, et de pouvoir ainsi les faire éliminer en tant que déchets en cas de sinistre.

Article 2. Sanctions

A défaut d'exécution des dispositions prévues aux articles 1 du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3. Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, juridiction administrative territorialement compétente par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai susmentionné.

Article 5. Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le maire de Saint-Alban-Leysse.

Le préfet


Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale
Laurence TUR